



Céline Rozenblat

Université de Lausanne - Faculté des géosciences et de l'environnement - Géopolis

I. Analyse critique transversale	1
1- Les moteurs principaux de la globalisation	1
2. L'Europe et les territoires européens dans les flux globaux	2
3. Synthèse, implications et options politiques	4
II. Analyse appliquée au territoire français	5

I. Analyse critique transversale

L'objectif principal du projet TIGER est d'évaluer les inégalités des régions et villes européennes quant à leur participation à l'économie globale. Il s'agit de positionner l'ensemble de l'Europe dans l'économie globale et d'identifier les territoires (a priori urbains) les plus aptes à développer l'intégration de l'ensemble des territoires européens dans la globalisation, donc à augmenter la cohésion territoriale. Une question majeure est posée : quelles politiques territoriales pourraient améliorer la compétitivité de l'Europe dans le monde tout en renforçant la cohésion territoriale ?

Pour répondre à ces questions, le rapport présente :

- 1-les moteurs principaux de la globalisation évoqués dans la littérature ;
- 2-une étude empirique des positions des villes et régions européennes dans la globalisation à différentes échelles et selon différentes dimensions de la globalisation ;
- 3-une discussion sur les politiques territoriales.

1- les moteurs principaux de la globalisation

L'accent est mis sur les moteurs de la globalisation économique (et non culturelle). Dans leur description, les auteurs du rapport distinguent la phase d'internationalisation (échanges entre nations indépendantes) ayant connu une accélération à la fin du XIXe siècle, avec la phase de globalisation, accélérée à partir des années 1990, et supposant une intégration croissante entre les économies.

Un graphique (figure 1 p. 5) illustre ces phases, bien qu'une discontinuité sur la source des données de stocks de FDI (Foreign Direct Investments) dans les années 1960 laisse des interrogations sur la croissance continue de ces investissements directs. Les fondements historiques de ces phases bénéficieraient de tenir compte des apports de la revue de Sanderson (2005) sur les 30 années de recherche sur la globalisation.

La chaîne globale de valeur est alors évoquée pour montrer le rôle central des entreprises globalisées sur les processus de globalisation des territoires qu'ils investissent. Toutefois, le rapport précise que ces entreprises sont attirées par des territoires déjà très productifs, puis en retour contribuent à augmenter cette productivité.

Cette revue rapide de la littérature sur la globalisation économique omet des points essentiels et les auteurs majeurs qui les ont soulignés :

-Dunning (1998, 2000, ...) : le paradigme Eclectique à travers le modèle OLI (Ownership advantage ; Location advantage ; Internalization advantage). Le rapport néglige donc complètement l'avantage du contrôle (ownership), ce qui donnerait un éclairage intéressant sur le rôle de l'Europe dans le Monde.

- Gereffi (1995, 2005, 2008) : la question de « chaîne de valeur » va bien au-delà de la « commodity chain » soulignée par Porter. La chaîne globale de valeur de Gereffi positionne davantage les pouvoirs et organisations en termes de management que le rapport ne l'indique.

La revue de la littérature sur la globalisation financière n'aborde en aucune manière la territorialisation de la globalisation financière alors qu'elle a bien une réalité par exemple dans les alliances des bourses ou dans les implications spatiales des investissements (voir la thèse soutenue en 2009 dans l'équipe parisienne co-auteure du rapport, de Maude Sainteville : « Structuration, organisation et territorialisation de l'espace économique par l'activité boursière, ses flux et ses réseaux »).

La revue de la littérature sur les moteurs des flux humains, de transport et de communication, des connaissances est abordée de manière très superficielle, peinant à mettre en évidence des processus clairs, en particulier qui souligneraient les liens entre ces flux et la globalisation et les inégalités territoriales.

Les moteurs politiques de la globalisation sont essentiellement vus à travers les deux processus de dérégulation financière et de libéralisation du commerce. Si le rapport cite bien Sassen (2007), il omet de mentionner son analyse sur le rôle des états dans ces processus. En particulier, on s'attendrait, dans ce rapport à trouver une première approche du rôle de l'UE dans ces deux processus.

L'analyse des mouvements globaux et de leur évolution permet de relativiser les BRICS, montrant les rôles encore relativement faibles de pays comme la Russie, le Brésil et l'Inde. C'est essentiellement la Chine qui a augmenté

sa participation au commerce international entre 1968 et 2009, passant de moins de 2% à près de 14%. D'autres pays asiatiques (Japon, Corée et Taiwan) augmentent également passant de 9 à 12%, tandis que l'Amérique du nord baisse de 20% à 14% et l'Europe de l'Ouest de 29 à 21%.

L'état est fait de l'importance de la régionalisation de la globalisation (il faudrait préciser « régionalisation continentale »), mais sans aucun ordre de grandeur dont on dispose pourtant (environ 80% des flux mondiaux de FDI demeureraient intracontinentaux (Dicken, 2003, 2007, 2012 ; Yeung, 2001, 2009. Rozenblat, 2011)).

Le rapport souligne l'importance de la géographie, des distances et des ressources (matérielles, humaines et technologiques) qui demeurent importants dans les processus de globalisation (économies d'agglomération, infrastructures). Il conclue cette première partie de revue de la littérature en différenciant deux approches majeures qu'il souhaite articuler : la théorie du système mondial (revisitée) et le paradigme des réseaux.

2- L'Europe et les territoires européens dans les flux globaux

2.1 Le poids de l'Europe comme un tout

L'UE est principalement comparée, du point de vue de sa compétitivité et de sa cohésion, à l'Asie (ASEAN+3) et à l'Amérique du Nord (NAFTA). L'Europe est en position intermédiaire d'inégalités entre ses pays.

La position de l'Europe dans le commerce et dans les flux internationaux de capitaux est toutefois encore forte. Le texte rappelle (Fig.3, p.12) que l'Europe de l'Ouest est plutôt du côté des activités à forte intensité de capital, surtout pour l'Allemagne et la Grande Bretagne montrés en exemple, mais ces pays européens sont toutefois moins spécialisés sur le capital que les USA ou le Japon.

Du côté de la qualité de la vie, la zone ESPON est la zone du monde où la mortalité infantile demeure la plus faible et les émissions de gaz à effets de serre ont décliné le plus rapidement depuis 1989 (Tab.2 p.10).

Utilisant les données jugées les plus fiables actuellement de Angus Maddison sur les PIB des

pays du monde depuis 1850, le rapport montre que la part européenne qui s'élevait en 1950 à 15% de la population totale et à 28% du PIB, a baissé respectivement à 7% et 18% en 2010. Utilisant les données CHELEM sur les échanges de commerce international (également jugées très fiables), la part des échanges de l'UE (+ Suisse, Norvège et Islande) avec le reste du monde, dans l'ensemble des échanges mondiaux auraient baissé de 28 % en 1968 à 22% en 2007.

Là où l'attractivité de l'Europe est la plus faible, c'est pour la population immigrée très qualifiée : elle était deux fois plus faible que celle des Etats-Unis en 2000 et a légèrement rattrapé ce retard pour remonter à 60% en 2008 (tant en nombre absolu que par habitant). Le rapport rappelle par ailleurs le manque de compétitivité de l'Europe pour l'investissement en R&D qui n'a pas atteint les 3% du PIB européen visé depuis la stratégie de Lisbonne de 2000 de favoriser une Europe de la connaissance.

La position de l'Europe en revanche ne décroît pas encore dans les stocks d'investissements croisés (UNCTAD, 2010). Son rôle demeure très central dans le monde puisqu'en 2008, 55% des investissements croisés partent d'Europe de l'Ouest et 46% d'investissement y entrent. L'attractivité européenne est également supérieure à celle des USA pour les étudiants internationaux (respectivement 35% et 22% de l'ensemble des étudiants internationaux en 2006-2008). Toutefois, certaines zones comme l'Afrique et la Turquie qui envoyaient essentiellement leurs étudiants vers l'Europe se tournent désormais également vers les USA.

L'influence de l'Europe dans le monde est forte en Amérique du Nord, particulièrement pour les investissements directs, mais plus faible pour l'Asie, excepté pour l'attraction d'étudiants. L'Europe a surtout une influence forte dans son voisinage (Afrique du Nord, Turquie et anciennes républiques soviétiques).

L'un des points forts du rapport est la prise en compte des inégalités territoriales, montrant l'importance des maillages dans ces comparaisons.

2.2 Les territoires européens dans la division internationale du travail

L'analyse de la place des pays européens dans

la division internationale du travail se base sur les exportations dans différentes activités (fig.9 p.26). Sept groupes apparaissent :

- 1- L'Irlande spécialisée dans l'informatique ;
- 2- La GB et la Suisse spécialisées dans la finance et les services aux entreprises ;
- 3- Le Luxembourg dans la finance ;
- 4- L'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède, l'Autriche et l'Italie assez proches du profil moyen ;
- 5- L'Espagne, la Pologne, la République Tchèque, la Roumanie et la Bulgarie : avec une surreprésentation dans la construction, l'informatique, les services aux entreprises ;
- 6- Le Portugal, la France, le Danemark, la Norvège, les 3 pays baltes, la Slovaquie, la Slovénie, la Hongrie et la Grèce, avec peu d'activités financières et peu d'assurances ;
- 7- La Turquie avec une surreprésentation dans les activités de transport, de communication, de construction, d'assurances.

Au niveau régional, c'est l'ouverture générale des exportations des régions européennes hors de la zone ESPON et de ses voisins qui est étudiée pour 2007-2009 (fig.10, p.28). Les régions européennes les plus favorisées seraient le Benelux, la moitié sud de l'Allemagne, la Suisse, le nord de l'Italie, l'Irlande et la Finlande et deux régions françaises (Midi Pyrénées et Haute Normandie).

Les spécialisations régionales de l'ouverture des exportations hors d'Europe (fig.11, p.29 et fig.12p.30) montrent que les régions spécialisées dans les biens technologiques à moyenne ou forte teneur technologique sont plus globalisées que les régions à industries plus classiques, plus tournées vers l'Europe et ses voisins. Une relation forte est observée entre le niveau de globalisation industrielle des régions et leur niveau de développement (sans identifier de sens à cette relation qui paraît être circulaire). L'exemple de l'industrie textile (Fig.13 p.32) souligne la délocalisation de la production vers les pays de l'Est et d'Afrique du Nord dans les années 1990, relativement moins importante désormais car davantage tournée vers les pays de l'Est. Les exportations du secteur automobiles ont également glissé vers l'Europe de l'Est, les sièges sociaux des entreprises demeurant à l'Ouest (Fig.14, p.35).

L'étude de l'évolution de la position des villes européennes dans les villes globales est foca-

lisée sur les services avancés et les financiers (données GaWC). La figure 15 p.38 montre la montée des villes asiatiques. D'une part, ces données sont très controversées de par leur construction et leur interprétation (Coe & al., 201 ; Neal, 2012). Les résultats sont donc pour cette partie très difficilement jugeables, orientée sans doute par l'équipe britannique du consortium. Le texte ne commente en rien (et n'appelle pas) les tableaux et figures qui sont très énigmatiques (comme la figure 16 p.40, sans légende, source, méthodologie permettant de comprendre de quoi il s'agit véritablement. Les résultats des WP3, WP9, WP10, WP17), semblent difficilement exploitables.

Pour le trafic portuaire, le poids de l'Europe et des pays du NAFTA s'est considérablement réduit face à la montée de l'Asie notamment pour le trafic de containers. Rotterdam pour l'Europe du Nord et Barcelone pour le sud, apparaissent comme les nœuds pivots (hubs) des trafics européens. L'Europe apparaît toutefois assez fragmentée, face à l'Asie plus intégrée (notamment autour de Singapour).

Une politique de réorganisation des flux européens des proposée. Celle-ci favoriserait l'intégration européenne et limiterait les dépenses énergétiques de transport terrestre. Par exemple, 40% des exportations françaises sont effectuées par des ports du Benelux au lieu de transiter par Le Havre ou Marseille.

Une typologie synthétise les fonctions de réseau des villes (fig.19 p.47). Celle-ci ne fait rien apparaître de très nouveau à part une suprématie qui n'a jamais été montrée tant prépondérante pour Londres (voir les études récentes ESPON FOCI, 2010 ; BBSR, 2011 ; DATAR, 2012). Paris apparaît ici dans la même catégorie que Francfort, puis suivent les autres capitales de l'Ouest. Les grandes villes côtières sont spécialisées dans les fonctions portuaires. Le rayonnement hors d'Europe est très lié au poids des villes dans les réseaux (Fig.20 p.48). La conclusion de cette partie est tout autant peu informative. Pour résumer : l'étude ne peut pas démontrer que les connections aux réseaux globaux soutiendraient les performances des villes... mais l'étude ne montre pas non plus qu'il n'y a pas de relation.

3. Synthèse, implications et options politiques

3.1 Synthèse

Tableau de synthèse des positions de l'Europe et de ses territoires dans le Monde :

- Transport maritime :

Les cinq plus grands ports européens concentrent 30% du trafic ce qui est bien moins que ce que l'on observe sur les autres continents. Toutefois, 86% du trafic total ESPON est interne (95% si l'on inclut les pays voisins)

- Transport aérien :

ESPON compte 20% des connexions inter-régionales mondiales. Dans le total du trafic aérien européen, 85% des connexions sont internes (91% si l'on inclut les pays voisins).

- Commerce international:

ESPON échange 22% du commerce mondial de biens et 27% du commerce mondial de services.

- Investissements directs étrangers :

ESPON compte 31% des flux inter-régionaux et 79% des flux totaux sont internes à ESPON. Les principaux partenaires d'ESPON sont les pays du NAFTA (le Japon +NIS viennent bien plus loin).

- Flux migratoires et d'étudiants internationaux :

ESPON attire 21% des flux migratoires inter-régionaux mondiaux et 23% des étudiants internationaux.

Deux cartes de synthèse sont proposées dont une sur la vulnérabilité des territoires européens face à la globalisation (fig.29 p.78) et une autre proposant une typologie des villes dans leur fonction de Gateway (fig.30 p.79).

Sur la première carte, on a un modèle centre-périphérie qui pourrait se décliner en deux sous-modèles :

- Un modèle polycentrique : les zones métropolitaines centrales (en bleu) sont vues comme peu vulnérables ;

- Un modèle mono-centré autour de l'Allemagne et la Grande Bretagne : Les régions du sud et de l'Est avec des productions de biens intégrant peu de haute technologie sont au contraire jugées comme très vulnérables.

Cette carte est très utile par la synthèse qu'elle apporte de la place des régions dans la division internationale du travail.

La seconde carte, croise la spécialisation du rayonnement avec l'orientation principale du rayonnement : La Grande Bretagne et les pays du Nord sont plutôt orientés vers l'Asie, ceux du sud (y compris Belgique et France) plutôt vers l'Afrique et l'Amérique du sud. Les fonctions sont peu précises. Cette carte paraît bien moins utile et porteuse que la précédente.

3.2 Options politiques

La synthèse du rapport propose de partir de « régions urbaines polycentriques » comme l'a fait le précédent rapport Polynet de l'équipe britannique. Une hypothèse émise serait que le développement général de l'Europe ne dépendrait que de la bonne connectivité et de la richesse des villes européennes majeures. Le développement se ferait au travers de « Macro-régions » (qui sont de grandes régions autour des villes, telles que définies dans l'étude Polynet, mais qui excluent une grande partie des villes européennes et des territoires régionaux européens).

Le rapport conclue qu'une politique de renforcement des grandes métropoles risquerait de compromettre le développement des régions les moins favorisées, voire d'accélérer leurs déclin. Ceci n'est toutefois pas entièrement juste si des politiques adaptées d'intégration des périphéries sont menées en parallèle au renforcement des centres urbains.

Le développement de l'Europe montre une grande intégration par la croissance des flux internes, mais aussi une importance de l'UE qui demeure capitale pour ses voisins immédiats (au sud et à l'Est), davantage que l'inverse.

Le rapport ouvre un débat sur l'importance pour l'Europe de s'appuyer sur le développement (démographique et économique) de ses voisins pour maintenir son développement dans le monde. Cette proposition semble effectivement tout à fait pertinente du point de vue de l'équilibre à maintenir pour tous les pays européens, entre croissance démographique et croissance économique et dans une perspective moyenne et longue de développement des pays d'Afrique du Nord, du Proche Orient et d'Europe orientale.

Il est proposé trois types de politiques différenciées selon les types de régions :

1- le renforcement des gateways cities. Développement des infrastructures, diminution de la congestion et de la polarisation sociale. La notion de « gateway » semble ici insuffisamment développée, notamment dans leur capacité à établir des relais et des leviers entre les villes européennes et villes nationales, les villes et leurs hinterlands (voir FOCI, 2010).

2- Renforcer les capacités de recherche, de capital humain et technologique des régions industrielles de niveaux technologiques moyens (ce qui contribuerait à maintenir les firmes multinationales dans ces régions). On pourrait suggérer qu'il ne suffit pas de maintenir des firmes multinationales mais de les ancrer dans les tissus locaux de PME.

3- Renforcement du capital humain et des infrastructures des régions les plus défavorisées

II. Analyse appliquée au territoire français

La position de la France est assez mitigée :

Sur les cartes de cohésion territoriale (fig.7, p.20), une grande majorité des régions françaises apparaît comme faisant partie des régions les moins développées en termes de PIB/hab. en 2008 et les moins dynamiques sur la période 1995-2008. On peut toutefois s'interroger sur la source (Eurostat) et les effets nationaux dus aux calculs différents selon les pays, ou sur la discrétisation opérée pour réaliser cette carte ;

Pour l'inégalité nationale (indice de Gini de la distribution des revenus), la France apparaît jusque dans les années 1970 comme le pays le plus inégalitaire de l'échantillon. A la fin de la période, elle se place plutôt parmi les pays les plus égalitaires (après la Suède, la Norvège, l'Allemagne (qui étrangement ne subit aucune transformation notable lors de la réunification) et la Belgique. On peut là encore s'interroger sur la fiabilité de la comparaison des données nationales.

L'analyse du commerce extérieur par secteur plaçant les zones ou pays dans la division internationale du travail (Fig.6, p.15) ne précise pas le cas de la France qui est éclairé plus loin dans la typologie des pays européens dans leur commerce extérieur à l'Europe (Fig.9 p.26). La France se situe alors avec Le Portugal, le Danemark, la Norvège, les 3 pays baltes, la Slovaquie, la Slovénie, la Hongrie et la Grèce, avec peu d'activités financières et peu d'assurances par rapport à la moyenne européenne. Au niveau de l'ouverture générale du commerce des régions européennes hors de la zone ESPON et de ses voisins (fig.10, p.28), deux régions françaises se distinguent particulièrement avec un fort taux d'exportation hors ESPON et voisinage : La Haute Normandie et Midi-Pyrénées.

Les ports français sont soulignés comme désavantagés par le manque d'organisation des trafics entre les ports européens : 40% des exportations françaises se feraient directement depuis Anvers ou les ports du Benelux, et non depuis les ports français à proximité.

La place de Paris dans les réseaux globaux est largement sous-estimée par rapport à celle de Londres, à cause des critères pris en compte dans l'étude (finances et services avancés). Elle apparaît toutefois avec Francfort comme très

diversifiée aux vues de ses fonctions de rayonnement international hors d'Europe.

Sur la carte de synthèse de vulnérabilité des territoires européens face à la globalisation (fig.21, p.60), une grande partie des régions du territoire français apparaissent comme peu vulnérables, mises à part la Bretagne et Poitou Charentes, plutôt montrées comme agricoles et vulnérables (avec une meilleure ouverture de la région Poitou Charentes à la globalisation). Trois autres régions sont montrées comme moyennement vulnérables : les Pays de Loire, la Bourgogne et la région Champagne Ardennes, montrés comme à industrie à moyenne technologie, ainsi que la Lorraine avec son industrie lourde.

La France est peu concernée par la proposition de politiques territoriales qui seraient appliquées aux macro-régions, puisqu'elle n'en a qu'une prise en compte par l'étude Polynet : l'Île de France. Dans ce contexte il manquerait dans le rapport des propositions complémentaires pour les territoires peu denses, capitales régionales relativement isolées (comme Toulouse, Bordeaux, Marseille). Pour les politiques régionales, les deux propositions sont très générales et ne peuvent impliquer directement des politiques. La carte de synthèse (fig.21 p.60) peut néanmoins aider à réfléchir aux types de politiques à développer de manière adaptée à chaque territoire.

En revanche, la France est bien concernée par la suggestion de développement des coopérations avec les états voisins de l'UE. En effet, malgré que la France ne soit pas en contact direct frontalier avec ces pays voisins du sud et de l'Est, un long passé colonial et d'influence culturelle et économie lie la France avec les pays du Maghreb, du Proche Orient et de l'Europe de l'Est. Ainsi le rapport montre que l'intensification de ces relations ne pourrait être que bénéfique pour l'ensemble des territoires français.